

Guy Foetz

Le modèle d'assurance pension suédois – une solution acceptable ?

D'après le Programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de la stratégie Europe 2020 (version de novembre 2010), le point 3.3.1 intitulé « La viabilité à long terme des régimes de pension » propose d'étudier différentes mesures pour *adapter le système de pensions aux évolutions liées aux changements dans le déroulement des carrières professionnelles, au vieillissement démographique et à son impact sur la durée du temps de travail à vie*. Parmi les principes directeurs envisagés, figure notamment celui consistant à « relier la durée de la vie active à la longévité ». D'autre part, il s'agit suivant ce même document de « faire en sorte que le système garde sa capacité d'adaptation à l'évolution économique du pays ». Voici réunies deux variables qui caractérisent le système d'assurance pension suédois, introduit en 2001 sous un gouvernement de centre-droit, avec l'appui des sociaux-démocrates.

Par ailleurs, sans nommer ce système, le ministre de la Sécurité sociale a insisté en mars 2010, à l'occasion de la présentation de la réforme du système de pension luxembourgeois devant la commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre des députés, sur le fait que « l'adaptation du temps de la vie profes-

sionnelle, le degré de contribution au système, l'épargne individuelle et l'ajustement du niveau de la pension en conformité avec l'évolution de la richesse du pays selon des critères objectifs et transparents, représentent les éléments-clés de la future adéquation du revenu pendant la retraite ».

Quelle logique ?

Il faut préciser que le système d'assurance pension suédois est basé sur une stricte équivalence entre les cotisations versées

La somme qu[e le retraité] a cotisée est répartie sur le temps qu'il lui reste à vivre ; si l'espérance de vie du groupe auquel il appartient augmente, sa pension diminuera.

et les prestations individuelles reçues et qu'au-delà du nombre des années cotisées, il tient compte en plus de la croissance économique et de l'espérance de vie de chaque individu, en fonction du groupe auquel il appartient.

Dans cette logique, la pension est un *revenu différé individuel* et non pas un salaire socialisé et mutualisé. En dehors d'une pension minimale équivalant à 750 euros par mois, on ne fait pas jouer la solidarité

à grande échelle entre la génération des actifs et celle des retraités, mais on donne à chacun l'illusion qu'il cotise pour lui tout seul et qu'il reçoit une pension en fonction de ce qu'il a versé. La somme qu'il a cotisée est répartie sur le temps qu'il lui reste à vivre ; si l'espérance de vie du groupe auquel il appartient augmente, sa pension diminuera. Il en sera de même si la croissance tombe en dessous du seuil minimum de 2 % sur lequel table le taux de rendement garanti par l'État. Voilà un système de répartition qui suit en fait le *raisonnement d'un système de capitalisation à prestations variables*. On fait comme si les pensions des retraités étaient payées à partir d'un capital accumulé précédemment par ces mêmes retraités et placé sur les marchés financiers, alors qu'en réalité, ce sont les salariés actifs qui financent les pensions. Dans le même ordre d'idées, les salariés sont forcés de placer chaque année 16 % de leurs cotisations dans un fonds de placement et de participer ainsi au jeu du grand casino financier mondial et de ses aléas. Remarquons que la très grande majorité des Suédois boudent cette disposition légale, contraire à tout principe de liberté individuelle, puisqu'en moyenne, seulement 8 % choisissent un fonds de placement. Pourtant, personne n'y échappe : à défaut d'un choix effectué parmi les fonds proposés, l'argent du cotisant est placé dans un fonds par défaut.

Il est nécessaire de souligner le caractère automatisé de ce système. Une fois qu'il est installé, il sera difficile, sinon impossible, de mettre en cause le niveau des cotisations ou des prestations. Un rêve pour tout libéral et tout ministre des Finances ! Finies les négociations pour améliorer les prestations ou pour modifier le niveau des cotisations : le système s'adaptera automatiquement à la conjoncture économique et à l'espérance de vie.

Quelle transparence, quelle équité ?

Les protagonistes du modèle des retraites suédois mettent en avant deux arguments, la transparence et l'équité :

- la transparence, parce que chaque Suédois reçoit annuellement un courrier qui l'informe de l'état de sa future pension (compte notionnel) ;
- l'équité du fait que chaque pensionné serait rétribué en fonction de ce qu'il a cotisé.

En réalité, par ce même courrier, on demande aux salariés d'investir une partie substantielle de leurs cotisations dans une machination financière totalement opaque et hors de contrôle.

Depuis le début des années 1980, dans tous les pays capitalistes, la part salariale de la richesse produite a été réduite au profit de la part revenant au capital et les différences se sont aussi accrues à l'intérieur de la masse salariale. C'est tout le contraire de l'équité !

Une répartition plus équitable des fruits de la production

Dans le système de retraite par répartition qui est le nôtre, les pensions sont financées à l'aide des cotisations prélevées sur les salaires des actifs. L'équité sociale et la garantie des retraites futures ne résultent donc nullement des cotisations payées par le passé et de chacun pour soi, mais au contraire du niveau des salaires futurs et de

la solidarité entre les salariés. Garantir les pensions de retraite exige par conséquent une *répartition plus équitable des fruits de la production* et non pas la mise en place d'un modèle qui tend à consolider les injustices existantes et à renforcer encore le poids des marchés financiers.

Depuis des années, le niveau élevé du chômage entrave les négociations salariales et empêche que les salariés participent de manière équitable à l'augmentation de la productivité.

Il n'est dès lors pas étonnant que le financement des retraites en ait souffert et en souffrira à l'avenir si rien n'est fait.

Inverser cette tendance passe sans doute par une réduction du chômage à travers une diminution de la durée du temps de travail légal.

C'est bien par là qu'il faut commencer ! ♦

public forum à l'EXIT07

Réforme des retraites : débats et enjeux

CarréRotondes
1, rue de l'Académie, Luxembourg-Hollerich

Mercredi, 19 janvier 2011, 18:30 hrs

La première édition en 2011 de *public forum* portera sur la réforme des retraites, le thème du dossier de janvier de *forum*, réalisé en collaboration avec transform! Luxembourg.

Au Luxembourg, le gouvernement a annoncé son intention de réformer les retraites. Pour l'instant, le débat se concentre sur des aspects techniques. Pourtant, comme le montre le dossier de *forum*, les retraites soulèvent des choix de société fondamentaux, touchant à la cohésion sociale, au contrat social intergénérationnel, à la répartition des richesses créées, aux évolutions démographiques ou encore à la pénibilité inégale des carrières professionnelles. Réunissant des responsables politiques, économiques et syndicaux, *public forum* sera l'occasion de débattre des pistes de réforme envisagées par le gouvernement.

forum et transform! Luxembourg invitent lecteurs et amis, à discuter avec les invités suivants :

Mars Di Bartolomeo, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Félix Braz, député déi Gréng

André Hoffmann, député déi Lénk

Pierre Bley, directeur de l'UEL

Carlos Pereira, membre du bureau exécutif de l'OGBL

Débat en luxembourgeois.